Document generated on 04/25/2024 12:26 a.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD, *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*. Montréal, Boréal Express, 1983. 430 p. 17,50 $.

Bettina Bradbury

Volume 38, Number 3, Winter 1985

Population et histoire

URI: https://id.erudit.org/iderudit/304295ar
DOI: https://doi.org/10.7202/304295ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Bradbury, B. (1985). Review of [LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD, *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*. Montréal, Boréal Express, 1983. 430 p. 17,50 $.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *38*(3), 441–443. https://doi.org/10.7202/304295ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD, *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*. Montréal, Boréal Express, 1983. 430 p. 17,50$

Travailleuses et féministes est une version revisée et augmentée de *Les femmes dans la société québécoise* publiée en 1977. Cette nouvelle édition sera d'une grande utilité pour l'enseignement de l'histoire des femmes du Québec et du Canada. Les quinze articles présentés ici offrent un bon survol de l'histoire du travail salarié et du mouvement des femmes depuis les années 1880. Le bilan en guise d'introduction des éditeurs, offre des perspectives historiques aussi bien qu'historiographiques; le contenu, les problématiques et les notes serviront bien professeurs et étudiants, mais on y retrouve peu d'éléments nouveaux. Huit des articles de la première édition qui «demeurent des outils indispensables à la reconquête de notre histoire» ont été retenus avec quelques retouches, mais plusieurs ont déjà paru dans deux ou trois recueils différents soit en anglais soit en français. Parmi les neuf autres articles, trois sont des traductions de l'anglais et constituent un apport important pour les étudiants francophones et les cinq «inédits» consistent en l'introduction, un article de Mona-Josée Gagnon sur les femmes dans le mouvement syndical, une courte auto-critique de Nicole Laurin-Frenette et les contributions de Ghislaine Desjardins et Johanne Daigle.

Les six premiers articles concernent le travail salarié à l'extérieur du foyer. Ceux de Suzanne Cross, Susan Mann-Trofimenkoff, Marie Lavigne et Jennifer Stoddart brossent un tableau général de la période de la fin du 19e siècle à la

Deuxième guerre mondiale. Johanne Daigle, par contre, dans son étude détaillée de l'Alliance des infirmières de Montréal, examine la lutte d'un petit groupe de femmes pour établir un syndicat dans le milieu hospitalier alors contrôlé par d'autres femmes — les religieuses. En plus de jeter un nouvel éclairage sur les organisations créées par des femmes avant et pendant la Révolution tranquille, elle analyse l'impact de la transition entre des services sociaux dominés par l'Église à la mise sur pied d'un service étatique et les conséquences importantes de cette transition sur le travail des femmes et leur place dans le mouvement syndical. «Les femmes dans le mouvement syndical québécois» de Mona-Josée Gagnon demeure une mise au point importante de la question. La nouvelle contribution sur les comités syndicaux de la condition féminine souligne la volonté des syndicats de discuter des problèmes des femmes et de créer de tels comités. Cependant, elle n'est pas dupe de l'écart qui existe entre discours et pratique, écart dû non seulement à la crainte de la concurrence des femmes et le refus d'accorder d'autres concessions, mais aussi du fait que les candidates aux postes clés sont rares parce qu'il est difficile de concilier «les tâches familiales et ménagères d'une part, professionnelles et militantes d'autre part» et ce surtout pour les femmes mariées.

Pour les bourgeoises qui constituent le coeur du mouvement féministe au tournant du 20e siècle, l'engagement de domestiques et servantes les libérait de ces tâches familiales, ce qui explique sans doute leurs préoccupations avec le recrutement et la formation de la main d'oeuvre domestique. Au Québec comme ailleurs, la famille était au coeur des luttes des organisations de femmes, mais ici l'idéologie nationaliste servait à unir encore plus étroitement les concepts de femme, famille et nation. Les malades, la mortalité infantile et la condition du service domestique préoccupaient aussi bien le Conseil des femmes de Montréal (Yolande Pinard), la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (Lavigne, Pinard et Jennifer Stoddart) et les cercles de fermières (Ghislaine Desjardins), mais cette unité ne se retrouvait pas sur le problème du droit de vote. Pour certaines femmes rurales le droit de vote et les revendications féministes menaçaient la famille et elles demandaient «aux autorités compétentes de mettre fin à cette agitation qui trouble la paix habituelle des foyers» (p. 240). La perception des femmes rurales, fières d'être travailleuses agricoles, productives et mères, prêtes à assumer des tâches supplémentaires en temps de crise ou de guerre à tel point qu'après 1945, le travail domestique ajoutait «au revenu de la famille au moins 50, peut-être 75% (p. 239), mérite d'être nuancée. Il devait y en avoir quelques-unes qui s'opposaient à la guerre et à leur exclusion du monde politique. L'image uniforme que dégage cet article est peut-être due aux sources et il paraît probable qu'une enquête orale modifierait cette vision. Quoiqu'il en soit, l'incorporation d'un article concernant les femmes rurales offre un contrepoids important à l'orientation urbaine de la plupart des études de ce recueil.

L'imposition de l'idéologie du nationalisme de conservation par les élites cléricale et gouvernementale et leur manipulation de pouvoir pour attaquer et dénigrer les causes féministes sous-tendent la plupart des articles. L'expression la plus claire et dogmatique de cette idéologie se trouve peut-être dans les écrits de Henri Bourassa analysés par Susan Mann-Trofimenkoff. Cette idéologie a profondément influencé l'action des femmes et transparaît dans les opinions des femmes rurales, dans l'incapacité du Conseil des femmes de

Montréal et de la Fédération St-Jean-Baptiste de continuer à mener la lutte pour le droit de vote et dans la mise sur pied de la Commission Dorion, établie en 1929 pour enquêter sur les droits des femmes. L'analyse de cette dernière par Jennifer Stoddart constitue un apport important au livre et à l'histoire des Québécoises. Malgré la force apparente de l'idéologie conservatrice il n'y avait aucune réaction homogène aux causes féministes de la part des hommes ou des catholiques. À l'intérieur de l'Église les femmes étaient divisées. C'est ce que démontre l'étude captivante de Marta Danylewycz sur les luttes de certaines religieuses en collaboration avec des féministes qui souligne les divisions évidentes à l'intérieur des communautés sur ces questions.

En 1977, Pinard et Lavigne affirmaient que «l'histoire des femmes doit se penser en fonction de sa ré-intégration dans l'histoire globale des sociétés» (p. 31). Six ans plus tard, elles suggèrent que «la nouvelle histoire des femmes... doit refaire une histoire où femmes et hommes interagissent et tissent le passé» (p. 60). Ceux qui cherchent une telle intégration dans ce volume seront déçus; cette «nouvelle histoire» reste encore à faire. Le recueil n'arrive pas souvent à dépasser plusieurs entraves particulières à l'histoire des femmes qui avaient été identifiées dans l'introduction. Même si les historiens s'éloignent désormais de l'étude de «la population dite active», définition qui dérive d'une perception mâle de la réalité, pour se préoccuper davantage de toutes les tâches «invisibles réalisées à l'ombre du foyer» (p. 8), et que les éditeurs citent Michelle Perrot qui affirme que «la famille plus que le travail qu'elle conditionne est le véritable ancrage de l'existence des femmes et de leurs luttes», cette nouvelle tendance est absente de la plupart des articles. La décision d'éditer une série d'articles sur les travailleuses et féministes et une autre dans un volume distinct sur la famille et l'éducation, perpétue la séparation tant déplorée. Lorsque le contenu ou la théorie force l'auteur à examiner aussi bien le travail que la famille, — c'est le cas de la contribution de Desjardins sur les femmes rurales — les résultats sont très intéressants et stimulants. Cependant parmi toutes ces féministes urbaines on voit bien leur préoccupation avec la famille comme institution, mais on aimerait en savoir plus long sur la vie familiale de ces femmes. Par exemple, quels comportements familiaux motivaient les convictions féministes d'une Marie Lacoste-Gérin-Lajoie ou d'une Joséphine Marchand-Dandurand?

Les éditeurs critiquent les historiens qui ont étudié le droit de vote pour être tombés dans le piège du «courant d'histoire politique et constitutionnelle» (p. 35), néanmoins la majorité des travaux dans ce recueil est constituée d'histoires d'institutions. Par contre, les éditeurs ont réussi à saisir les aspects multiples du féminisme québécois qui défient toute tentative de catégorisation simple. Les articles concernant les femmes, l'Église, et l'idéologie par Danylewycz, Daigle, Dumont, et Stoddart nous aident à mieux saisir les spécificités de l'expérience des Québécoises et du mouvement féministe d'ici.

Université McGill BETTINA BRADBURY

traduction: JOHN A. DICKINSON